

Les Parisiens à l'assaut de la province

Thomas Morel, le mercredi 14 octobre 2009

Le salon Proemploi se tenait hier Porte de Champerret. Avec 6.000 personnes attendues, il permet aux Franciliens à la recherche d'un emploi hors de leur région de rencontrer des employeurs de toute la France. Retour sur les raisons de cette mobilité.

Quatre Français sur cinq prêts à changer de région pour du travail. C'est l'enseignement d'une étude que vient de publier le site de recrutement [Monster](#), en partenariat avec le salon Proemploi. Elle montre que les Français sont beaucoup moins casaniers qu'il n'y paraît : d'après l'INSEE, plus d'un million de Français changent de lieu de travail chaque année. Avec 30 % de sa population ayant déjà travaillé dans une autre région, la France se place au cinquième rang européen pour la mobilité.

L'attrait des Franciliens pour les régions ne se dément pas : après avoir accueilli un peu moins de 4.000 personnes l'année dernière, 6.000 personnes étaient inscrites pour participer à Proemploi.

Mais les raisons qui poussent à changer de bassin d'emploi ont changé. Pendant longtemps, les salariés qui changeaient de région étaient à la recherche d'un autre cadre de vie. Ils sont aujourd'hui davantage à la recherche d'un emploi avant tout. « La situation actuelle du marché du travail accentue ce phénomène (...). Les Français sont moins attachés à leur région qu'à la nécessité de bouger pour décrocher un job », indique Bruno Brémond, directeur général de Monster France et Europe du Sud. L'exemple le plus flagrant est celui des jeunes diplômés.

Traditionnellement très implantés sur la région parisienne, ils se tournent aujourd'hui vers les autres pôles d'emploi en province, faute de trouver le poste recherché à Paris. En témoigne leur présence accrue sur le salon : de 10 % des participants l'année dernière, leur part est montée à 20 % cette année. Pour Antoine Colson, coorganisateur du salon, « la crise pousse les nouveaux diplômés à élargir leur champ de recherche pour trouver un travail. »

Un mouvement qui pourrait bien se prolonger, tant que l'emploi ne repartira pas à la hausse.